



Action pour le Bien-être Communautaire  
F.92/27074 ; N° impôt : A1800494H  
« Homo homini sacra res, Facta non verba »



**RAPPORT D'UNE MISSION D'EVALUATION RAPIDE EFFECTUE DANS  
LA ZONE DE SANTE DE PINGA EN GROUPEMENT D'IKOBO, TERRITOIRE  
DE WALIKALE DU 11 NOVEMBRE AU 20 NOVEMBRE 2024**

**Organisations impliquées dans l'évaluation :**

1. Action pour le bien être communautaire « **ABCCom** »
2. Women for Equal Chances Congo «**WEC-CONGO**» Asbl
3. Fondation Nature et Humanité « **FNH** ».
4. **CARITAS** ;



## RESUME

<b>Période d'évaluation</b>	Du 11 novembre au 20 novembre 2024
<b>Déclencheur de l'évaluation</b>	Alerte OCHA, n°5519
<b>Villages évalués</b>	Buleusa, Bukumbirwa, Kanune, Kateku, Ngerere, Mashuta, Misambo, Namalere, Butembo, Remya, Buhimba, Ngambi, kamuli, Mirombo et Rusamambu
<b>Mouvement des populations</b>	5531 ménages IDPs dans les aires de santé suivantes : Buleusa, Bukumbirwa, Kanune, Kateku, Mashuta, buhimba et Rusamambu. 100% des ménages évalués expriment les besoins de retourner dès la situation sécuritaire sera stable dans leurs zones d'origines.
<b>Accessibilité</b>	Les villages évalués sont accessibles par pied et motos/véhicule
<b>Aspect sécuritaire</b>	Sécurité assurée par les, FARDC, PNC et VDP
<b>Wash</b>	A part les 27 bornes fontaines publiques et 7 bornes fontaines privées à Buleusa centre, les autres villages et aires de santé évalués n'ont pas des robinets, ni des sources d'eau aménagées, systèmes de lavage des mains et des latrines non hygiénique.
<b>Abris</b>	3872 ménages soit 70 % de l'ensemble des villages évalués vivent dans les familles d'accueil et 1659 ménages soit 30% sont dans les Abris.
<b>Protection</b>	Dans toutes les structures de santé évaluées, il n'y a pas des kits PP et autres volets pour la prise en charge des survivants des VBG, présence des enfants non accompagnés et les enfants séparés, les incidents de protection les plus courants sont les travaux forcés, les arrestations arbitraires, les viols, les agressions physiques, les taxes illégales, mariages précoces et la prostitution de survie etc.

<b>Sécurité alimentaire</b>	<p>sagissant des ménages évalués en sécurité alimentaire 85% présentent un SSA pauvre 12% limité contre 3% acceptable.</p> <p>70% des ménage présentent un IDF sévère, 5% attestent avoir expérimenté l'épisode de peu ou pas d'effet dans leur ménages ce qui leur oblige (99%) de recourir aux stratégies de survie simplifié consommé de nourriture non préférée, réduire des repas ou la quantité de nourriture ou l'adaptation négative : Sexe de survie et vole de vivre. Il faut aussi dire que la pauvreté structurelle dans laquelle vit la population hôte ne permet pas de répondre à leurs besoins et à ceux des déplacés.</p>
<b>AME</b>	<p>95% des ménages évalués ont peu d'articles ménagers essentiels soit une moyenne d'un bidon, deux casseroles, une couverture et une natte.</p>
<b>Education</b>	<p>95% des enfants ne vont pas à l'école faute de manque des fournitures scolaires et ceux de l'école secondaire ne vont pas à l'école faute des moyens financiers.</p>
<b>Santé et nutrition</b>	<p>Plusieurs cas de la MAM et MAS ont été enregistrés dans les aires de santé évaluées.</p> <p>Dans 70% des structures évaluées, les frais médicaux sont payants à l'instar de Rusamambo, Bukumbirwa et Kateku où les soins sont pris en charge par l'organisation humanitaire MEDAIR.</p>
<b>Acteurs humanitaires présents ou ayant intervenu</b>	<p>Seules les ONG MEDAIR dans le volet santé à Kateku, Rusamambo et Bukumbirwa et PAMI dans le volet protection de l'enfant à Buleusa.</p>
<b>Besoins urgents/recommandations</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sensibiliser la communauté sur le changement du comportement,</li> <li>2. Approvisionner les villages en eau potable, sensibiliser la communauté sur la construction, l'utilisation et l'entretien de latrines familiales, redynamiser des comités d'eau et renforcement de leurs capacités en matière de gestion et le doter des matériels d'entretien adéquat.</li> </ol>

	<ol style="list-style-type: none"> <li>3. Organiser une distribution urgente en Vivres et en intrant agricoles</li> <li>4. Assurer une assistance en intra et outils aratoires avec une formation sur les techniques culturales,</li> <li>5. Distribuer de kits NFI complets aux ménages IDP et familles hôtes.</li> <li>6. Appuyer les structures sanitaires en Intrantr médicaux et nutritionnels,</li> <li>7. Renforcer les capacités du personnel de santé existant sur le technique du dépistage passif de nutrition</li> <li>8. Mettre de place une prise en charge holistique de Survivant de SVBG (Médicale, psycho sociale, réinsertion socioéconomique et juridique,</li> <li>9. Entamer les processus de réunification des enfants séparés avec leurs familles.</li> <li>10. Sensibilisation sur la lutte contre le SVBG, le respect des droits humains</li> <li>11. Construire des bâtiments scolaires en nombre suffisant dans les villages évalués</li> <li>12. Distribuer des matériels scolaires,</li> <li>13. Construire des latrines scolaires</li> <li>14. Mener de campagnes de sensibilisation pour la scolarisation des enfants dans les villages évalués</li> <li>15. Distribuer les fournitures scolaires aux enfants inscrits dans les écoles</li> <li>16. Développer le programme abris en faveur des déplacés</li> </ol>
<p><b>Sources d'informations</b></p>	<p>Le Représentant du fonctionnaire délégué, le Représentant du Chef de Groupement Ikobo, le Médecin du CSR BULEUSA, les IT, le Président de mouvement de population, la société civile, les Directeurs d'écoles, les femmes influentes, les déplacés et familles hôtes .</p>

## **I. Contexte et justification**

Un effectif estimé à 3827 ménages ayant fui d'une part les affrontements entre la coalition Fardc-Wazalendo et les M23 dans les villages de Kalembe, Mbukuru et les environs ainsi que d'autres fuyant préventivement les villages de Mpeti, Ihula, Katobo, Bikenge, Lushebere, Minjenje, et d'autres ont trouvé refuge dans les agglomérations de Buleusa(1041 ménages), Rusamambu(1337 ménages), Bukumbirwa(378 ménages), Kanune(167 ménages), Ngerere(88 ménages), Misambo(448 ménages), Mashuta(98 ménages) et Butembo(270 ménages) depuis le 20 Octobre 2024; ces familles s'ajoutent à certains ménages des vagues de Mars-Juillet 2024 qui étaient encore dans la zone. Vu le long trajet séparant leurs logis et le lieu de refuge mais aussi les difficultés liées au transport car plusieurs villages non reliés par des routes pouvant permettre le transport sécurisé des biens, ces ménages accusent des besoins avérés dans le domaine du Wash, Food, AME et d'autres d'autant plus que n'ayant pas en majorité la force de transporter leurs biens avec les obus qui tombaient ça et là dans leurs villages selon un animateur du CREDHO sur place.

C'est ainsi qu'une mission inter organisation (ABCom, CARITAS, FNH et WEC CONGO) a été organisée pour évaluer les besoins urgents en date du 11 novembre au 20 novembre 2024.

### **Objectif général de la mission**

Evaluation rapide et multisectorielle suite au mouvement des populations dans la zone

### **Objectifs spécifiques**

1. Connaître le nombre des ménages réellement déplacés ;
2. Evaluer les conditions des vies des ménages déplacés
3. Evaluer les besoins des ménages d'accueils et ménages déplacés en terme de santé, SECAL, Wash, AME, Protection, éducation et abris ;
4. Faire la cartographie des partenaires humanitaires qui interviennent dans la zone.

## **II. Méthodologie utilisée**

Les données ont été récoltées à travers les focus groupes, enquêtes ménages et informateurs clés.

Le questionnaire a été rendu disponible par OCHA, il a été développé sur le serveur KoboToolbox et déployé sur les Smartphones des évaluateurs inter organisationnels.

## II. Localisation des zones évaluées

Le groupement Ikobo se trouve dans le secteur de Wanianga, territoire de Walikale, province du Nord-Kivu, dans la zone de santé de Pinga. Il partage ses limites avec le territoire de Lubero à 50 km de la route nationale n° 2 passant par la commune rurale de Kaina.

## III. Contexte sécuritaire du groupement Ikobo

Sécurité assurée par les FARDC, PNC et VDP  
**MOUVEMENT DE LA POPULATION**

### STATISTIQUES DES DEPLACES EN GROUPEMENT IKOBO ET UNE PARTIE DE KISIMBA

#### PROVINCE DU NORD-KIVU TERRITOIRE DE WALIKALE

Les Villages (Buleusa, Bukumbirwa, Maruho, Misambo, Kanune, Butembo, Kateku, Nyamalera, Buhimba, Kilambo et Mashuta

N°	VILLAGE	EFFECTIF DES MENAGES
01	BULEUSA	1666
02	RUSAMAMBO	1461
03	BUKUMBIRWA	378
04	BUTEMBO	270
05	KATEKU	215
06	KANUNE	167
07	MASHUTA	98
08	NGERERE	88
09	MISAMBO	448
10	NYAMALERE	227
11	BUHIMBA	269
12	NGAMBI	107
13	KAMULI	96
14	MIROMBO	41
TOTAL		<b>5531</b>

Ces ménagés proviennent des villages Kashuga, Kalembe, Kabizo, Malemo, Minjenje, Mpety, Buray, Katobi, Pinga, Nyanzale, Kabirangiro, Ihula, Katobo, Mukohwa, Mbururu, Tongo, Kachiru etc.

## **V. EVALUATION MULTISECTORIEL**

### **V1. Eau, Hygiène et assainissement**

Dans le secteur eau, hygiène et assainissement nous avons constaté ce que, 95% des ménages évalués n'ont pas accès à l'eau potable, latrines familiales hygiéniques et système de lavage des mains ; cela engendre des maladies d'origine hydriques (diarrhées, amibiase, typhoïde, hépatite A etc.)

Afin de réduire la vulnérabilité liée à la santé :

- ❖ La promotion des bonnes règles d'hygiène et d'assainissement serait nécessaire pour ces villages
- ❖ Réhabilitation/Aménagement des sources avec réservoir (bornes fontaines et sources aménagées
- ❖ Construction des latrines familiales avec l'approche ATPC dans les différents ménages,
- ❖ Redynamisation et renforcement des capacités des points d'eau et comité d'hygiène et assainissement,
- ❖ Mettre en place et distribution d'un système de lavage des mains, bidons de 20L, seau plastique de 20L, savons aux différents ménages déplacés et retournés,
- ❖ Distribution des kits d'hygiène aux femmes et filles de l'âge de 16-45 ans

### **V2. Abris**

La plupart de déplacés dans la zone évaluée soit 70% vivent dans les familles d'accueils et seulement 30% vivent dans les abris de fortune construits avec des matériaux locaux délabrés (paille, chaume, Bash dégradé etc.)

Ces derniers traversent des conditions déplorables au regard des intempéries auxquelles ils sont exposés.

### **V3. Protection :**

Dans les villages des Aires de santé évaluées, la sécurité est assurée par les FARDC, la PNC et les Wazalendo, les relations sont bonnes entre ces forces de sécurité et de défense de la population civile malgré quelques mésententes dues aux travaux forcés de Wazalendo.

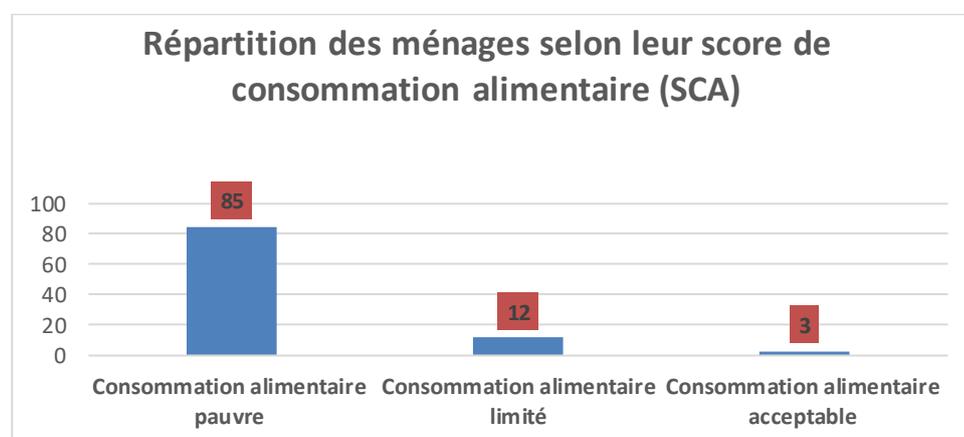
Dans toutes les formations sanitaires des villages enquêtés, il y a rupture du kit PPE , pas de prise en charge des cas des VBG , les espaces surs et les point d'écoute. certaines femmes et les jeunes filles déplacées et résidentes se livrent à la prostitution suite à la précarité de la vie. Dans certains villages évalués, nous avons découvert la présence des enfants séparés et pas d'espace ami d'enfant pour le divertissement des enfants, surtout les déplacés qui ne vont pas à l'école faute des fournitures scolaires. Heureusement dans tous les ménages évalués, aucun enfant n'a été jusque-là recruté par force, ni dans

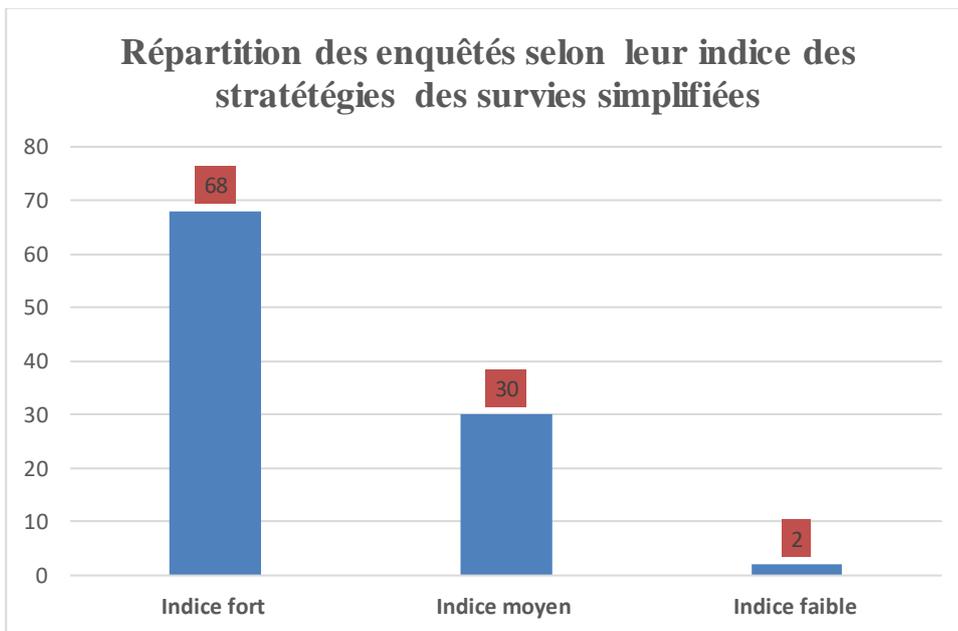
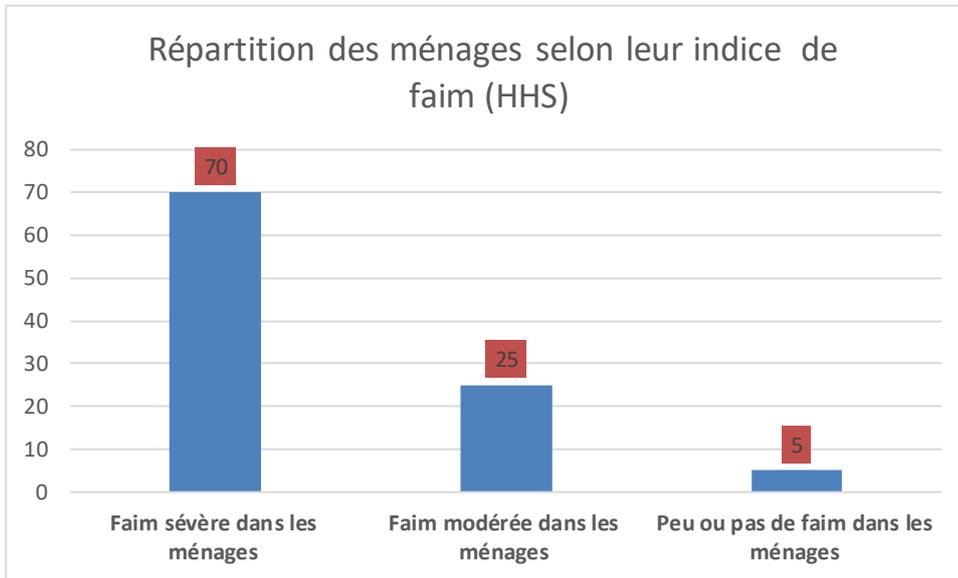
les groupes armés, ni dans les forces régulières. Les incidents le plus courants sont : les mariages forcés sous forme de précocité où plusieurs filles mineures sont enceintes. Dans chaque formation sanitaire évaluée ; on compte en moyenne 4 à 6 naissances par mois des filles mineures et ensuite les taxes illégales, amendes exorbitantes demandées par les groupes armés en cas d'un manquement à leurs obligations, compris aussi les travaux forcés. Dans certaines formations sanitaires évaluées, une moyenne des 1 à 3 cas de viol sont rapportés mensuellement dont les auteurs sont des hommes non identifiés et les membres de la communauté lorsque les femmes et les jeunes filles se rendent aux champs. Quelques cas d'agression physique, agression sexuelle, déni de la ressource, d'opportunité et de service et violence psychologique ont été rapportés. En rapport avec la cohabitation pacifique, on observe parfois une tension entre la population hôte et les déplacés suite au vol des produits agricoles par les PDI. C'est le cas de Rusamabu où les PDI eux- mêmes ont affirmé procéder des fois au Vol des produits agricoles dans le champ.

Pour réduire ces problèmes, quelques recommandations qui peuvent améliorer la situation de protection des PDI et les familles d'accueil dans les villages auraient été émises :

1. Créer des AGR aux mamans et aux jeunes filles pourra les autonomiser pour qu'elles évitent la prostitution de survie.
2. Installer les espaces amis d'enfants, approvisionner les formations sanitaires en Kit PPE,
3. Sensibiliser la population sur la lutte contre les VBG et le respect des droits humains,
4. Réunir les enfants séparés avec leurs parents,
5. Assister les PDI en vivres et non vivres.

#### V4. Sécurité alimentaire





**La proportion des ménages dont la réserve alimentaire peut couvrir moins d'une semaine de consommation du ménage : 99%**

En termes de sécurité alimentaire, l'enquête révèle des scores alarmants. Selon les résultats de l'analyse du score de consommation alimentaire, 85% des déplacés et familles hôtes dans Ikobo après le choc ont un score pauvre. Seuls 12% des villageois atteignent un score limite contre 3% acceptables. Ceci s'explique par le fait même que les ménages hôtes connaissent une extrême pauvreté dans le sens que même les marchés pour les travaux journaliers n'existent presque pas et les quelques cas ne sont pas payer au comptant et selon la convention a déclaré un notable du milieu.

Ce score reflète la soudaineté du choc, couplée au pillage et au vol systématique dont ont fait objet les biens (vivres et non vivres) par les auteurs de l'attaque dans la zone de départ et par les déplacés dans la zone d'arrivée. Cette situation est d'autant plus inquiétante que la période de récolte de certaines denrées est terminée et que les réserves accumulées ont été entièrement volées et /ou abandonnées. Cela réduit considérablement les capacités des ménages (majoritairement des cultivateurs) en termes d'autonomie alimentaire.

Pour se procurer de la nourriture, les habitants (99%) ont recours aux stratégies de survie simplifiée : consommer des nourritures non préférées, réduire le repas ou la quantité des nourritures ou d'adaptation négative : sexe de survie et vol des vivres.

Plusieurs autres stratégies d'adaptation ont été mises en place pour survivre à cette crise, parmi lesquelles il est possible de citer aussi la solidarité Communautaire comme stratégie de survie simplifiées.

La consommation d'aliments moins appréciés et la réduction des parts de nourriture au profit des plus petits dans les ménages est actuellement très courant au sein des ménages.

Les transactions des produits agricoles et d'autres importés tel que le sel, les farines de froment et de maïs, l'huile végétale et de palme, le riz, les poissons sont possible grâce au recours à d'autres zones de production mais les multiples barrières où sont prélevées des taxes ont un impact sur le prix sur le marché. Cette situation a déstabilisé l'alimentation de la population dans ce milieu, qui ne prend qu'un seul repas par jour, malgré les quelques quantités de haricots et de maïs récoltées au cours de la saison agricole A. Cette production fortement affectée par la crise, ne suffira pas à la consommation et la semence de la saison agricole prochaine.

En plus de ces difficultés, les populations souhaitent déplacées ont perdu tous leurs stocks de nourriture et outils aratoires et la majorité de leurs champs restent encore inaccessible.

Toutefois, en dépit de ce qui précède, quelques produits vivriers tels que haricot, pomme de terre, maïs, cossettes de manioc, soja, patates douces, bananes, légumes et fruits sont disponibles en quantités assez suffisantes sur les marchés locaux visités (Buleusa et Rusamambu). Mais les familles déplacées n'ont pas de moyens financiers, pour se ravitailler dans ces marchés. La zone ciblée par cette évaluation est une grande zone agricole mais les productions locales ont été fortement affectées par le contexte sécuritaire dégradé. La principale zone ne compte qu'un seul grand marché opérationnel à Buleusa en groupement Ikobo.

## **V5. Articles ménagers essentiels (AME)**

Le score NFI obtenu à l'issue de cette évaluation est de 4.9, un score record largement supérieur au seuil d'urgence (3.9) qui traduit le niveau de vulnérabilité très élevé des familles affectées en matière d'articles ménagers essentiels (AME). Après avoir pris la fuite lors de l'attaque, les ménages ont quasiment tout perdu dans la précipitation de l'attaque il était impossible de récupérer même une cuillère, pure encore certains déplacés affirment l'incendie qui a détruit leur maison (Mpety et Minjenje).

## **V6. Education**

Selon les informations recueillis lors des focus groupe, avec les Formateurs clés, les autorités locales et autres leader locaux, les enfants des ménage IDPs n'étudient pas au niveau primaire malgré la gratuite de l'enseignement suite au manque de fourniture scolaires mais aussi les classes sont déjà pléthoriques

Pour les enfants de l'école secondaire la majorité des enfants de ménages déplacés et certains de ménage d'accueil manquent de moyen financier pour payer les frais scolaire mais aussi certain manquent même les fournitures scolaires.

Les parents de certains enfants restent retissent car ils déclarent de ne pas avoir à manger quand les enfants viennent de l'école.

Ils préfèrent se rendre avec eux aux champs afin d'exécuter les travaux journalier pour avoir à manger.

IL est à signaler que ces enfants sont exposés à plusieurs risques notamment : Les abus sexuelle et l'exploitation sexuelle chez les filles ; risque de se livre à la drogue et aux boissons fortement alcoolisée chez le garçon et certain à l'enrôlement dans de groupes armés et au mariage précoce.

## **V7. Santé et nutrition**

Partant des informations recueillies auprès de prestataires de soins dans les structures de santé des aires de santé ciblés :

Plusieurs cas de la Malnutrition Aigüe Modéré et Malnutrition Aigüe Sévère s'observe aux enfants de moins de 5ans

En titre d'exemple quelques cas ont été enregistrés au CSR BULEUSA :

- En UNTI (Unité Nutritionnelle Thérapeutique Intense)
  6. 30 cas MAS avec complication dont 16garçons et 14 Filles
  - En UNTA et UNS (Unité Nutritionnelle Thérapeutique Ambulatoire et Supplémentaire)
    7. MAM : 28 cas dont 5 Garçons et 13Filles

8. MAS : 22 cas dont 9 garçons et 13 Filles,

Beaucoup de cas de malnutrition aigüe sont activement dépistés auprès de la population déplacé mais ils n'ont pas accès au soin nutritionnel par manque d'intrants, c'est qui conduit à une prévalence élevée des cas de malnutrition globale dans la zone évaluée.

Toute fois l'insécurité alimentaire et le non accès aux soins de santé primaire payant malgré la faible distance entre les maisons d'habitation et le structures sanitaires.

70% des structures évaluées n'ont pas le paquet PCIMA et ANJE-U, surtout que les soins de santé primaire sont payants excepté l'AS Rusamambo, Bukumbirwa et Kateku où les soins sont pris en charge par l'organisation humanitaire MEDAIR qui est presque fin projet.

## **VI. COCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Ce rapport d'évaluation humanitaire multisectoriel et conjoint entre ABCOM, CARITAS, WEC-CONGO et FNH suite à une alerte **OCHA N°5519** a mis en lumière la situation critique des déplacés et des ménages d'accueils à la suite des hostilités récentes entre les M23 et les FRDC-Wazalendu.

Le résultat de notre évaluation multisectorielle révèle des défis humanitaires considérables, notamment en matière de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable, de santé et Nutrition, d'éducation, d'abris, AME, NFI et de protection.

Les déplacés ont été contraints de fuir leurs foyers, se retrouvent dans des conditions précaires, avec un accès limité aux services de base. Les ménages d'accueils, bien que faisant preuve d'une solidarité admirable, sont également submergés par l'augmentation des besoins et la pression sur leurs ressources.

Il est impératif que les acteurs humanitaires intensifient leurs efforts de ces populations vulnérables. Cela inclut la mise en place des programmes d'assistance alimentaire (sécurité Alimentaire), de soins de santé accessibles, d'éducation pour les enfants déplacés et de mesure de protection adaptée.

En outre, une approche multisectorielle est essentielle pour garantir une réponse intégrée et efficace. La collaboration entre les agences humanitaires, les gouvernements locaux et les communautés est cruciale pour renforcer la résilience des ménages d'accueils et des déplacés.

En Fin, il est essentiel de plaider pour une résolution pacifique de conflit afin de permettre un retour en toute sécurité des déplacés dans leurs foyers.

La communauté internationale doit continuer à soutenir les efforts humanitaires tout en favorisant un dialogue constructif pour prévenir de futures hostilités.

Nous appelons à une mobilisation collective pour répondre à cette crise humanitaire et garantir de dignité et le bien-être des populations affectées.

**Les Informateurs clés dans la zone évaluer**

<b>N</b>	<b>NOMS</b>	<b>CONTACT</b>	<b>FOCTION</b>	<b>ADRESSE</b>
01	KASEREKA BUSHU	0973503981	Directeur de la Radio communautaire de Buleusa	Buleusa
02		0997574351, 0852017866	Président mouvement de population (PDI) IKOBO	Buleusa
03		0974892390	Médecin traitant CSR Buleusa	Buleusa
05	MUHINDO NGULU Justin	0985865075	Président comité d'eau Buleusa	Buleusa
06	KASEREKA BURURU Joseph	0977031915	Comité d'eau	Buleusa
07		0994395821	Chef du village Rusamambu	Rusamambu
08	MUMBERE KATSIBIRA	0981538650	Vétérinaire traitant du groupement Ikobo	Buleusa

**Annexe : Quelques images illustratives**



*En consultation avec l'informateur clé*



*Ci haut l'image avec le comité de déplacés du groupement Ikobo et Illustration des abris pour les ménages déplacés*



*Ci-haut une enquête de ménage à Buleusa,*



*Focus groupe à KATEKU*